

Mouvements sociaux, grand débat et Planning

9.02.2019

Réuni en CA les 2 et 3 février 2019, le CA confédéral du Planning Familial a travaillé sur l'actualité politique et sociale marquée par le mouvement des gilets jaunes qui a amené le gouvernement français à proposer Le Grand Débat. Ce mouvement, qui dépasse nos frontières, s'inscrit dans les secousses qui agitent l'Europe à l'horizon des prochaines élections.

Contexte :

Plusieurs historien.ne.s, sociologues, politologue ... (Gérard Noiriel, Jean-Pierre le Goff, Loïc Blondiaux...), s'accordent sur l'analyse de ce mouvement et de ce qu'il révèle :

- Une invisibilisation des classes populaires précarisées

Habituellement, dans les politiques publiques, en particulier dans les politiques de la ville, il est fait référence aux "quartiers" et aux publics très exclus. Actuellement, **il n'y a pas de réelle prise en compte de la précarité grandissante de l'emploi, des travailleur.euse.s pauvres**, et le peu d'intérêt pour les dimensions multifactorielles de la situation des classes populaires, vue uniquement sous l'angle des "problèmes". Cette invisibilisation existe aussi dans les médias : ceux et celles entendu.e.s sont ceux et celles qui possèdent les codes et les références du monde politique et de la médiatisation. Les paroles relatives aux expertises de vie, aux expertises d'usages... ne sont pas reconnues peu écoutées et moins considérées.

- une place importante des femmes dans le mouvement des gilets jaunes mettant en avant, les constats souvent et depuis longtemps élaborés par les associations féministes et les syndicats Les femmes représentent les salarié.e.s les plus pauvres, en temps partiels subis, ayant les plus petites retraites et assurant majoritairement les tâches domestiques et éducatives. Leur place dans le mouvement a aussi mis en lumière les familles monoparentales et leur lutte au quotidien pour "finir les fins de mois". Dans certaines villes, les femmes ont aussi fait le choix de se réunir les dimanches entre elles pour exprimer leur parole et évoquer les inégalités spécifiques qu'elles vivent.
 - **Une rupture de dialogue, de représentation entre l'État et "le peuple"** : les politiques défendues et les personnes élues ne représentent pas aujourd'hui les aspirations des classes populaires et des classes moyennes
- Les historien.ne.s rappellent que ce n'est pas la première fois que ce type d'événement se produit dans l'histoire de la France (au moment de la Révolution Française de 1789 par exemple et surtout dans les révoltes frumentaires des paysans)

Cependant, l'ambivalence du mouvement fait peur. Les gilets jaunes veulent être - à nouveau - représentées dans l'espace public et politique, mais en prenant en compte la particularité de l'individu.e comme individu.e singulier et non plus appartenant à un groupe homogène. Ce mouvement - qui ne veut plus être représenté par quelqu'un.e qui ne ressemble pas aux personnes qui le composent - **marque une rupture historique avec la délégation de pouvoir que représentent les syndicats, les partis ou les structures organisées.**

L'appropriation du débat et de la "chose politique" est une dimension importante de ce mouvement. Les discussions sont au centre des mobilisations avec une grande diversité dans les points de vue mais une envie de se retrouver dans l'action. Des premières expériences de convergence des luttes - notamment avec celle relative au climat - ont émergé, notamment avec les grèves des lycéenn.es. En effet, c'est le système économique néolibéral la cause des problèmes des classes populaires et du changement climatique.

Les 3 notions centrales du mouvement sont la démocratie, la justice et l'égalité.

En quoi ce mouvement interpelle le Planning Familial ?

- Les différentes formes de mobilisation et la durée de ce mouvement sont exceptionnelles : **Qui réussit aujourd'hui à mobiliser autant de personnes, dans l'espace public, pendant autant de mois ?** Cet engagement est motivant, mais en même temps il nous interroge sur la capacité de mobilisation des associations ou des organisations traditionnelles. Des postures "surplombantes" ont pu être constatées de la part des militant.e.s des organisations traditionnelles qui remettent en question les formes d'organisation de ce mouvement. Pourtant, nous avons des choses à en apprendre : **nous devons sortir de nos cadres de référence et aller au contact, discuter et comprendre comment se posent les questions, en particulier celles concernant la place des femmes dans la société, les revendications d'égalité et de justice.**

Nous sommes une association organisée avec un ensemble de codes préétablis. Il semble important pour ne pas dire urgent de nous questionner sur le cadre de nos propres mobilisations : aujourd'hui, dans nos associations locales, qui peut appeler à mobilisation? Est-ce que les personnes que nous recevons dans les accueils et nos groupes de paroles peuvent le faire, est-ce qu'un collectif organisé pourrait émerger ? **Quelle parole est légitime?**

- Des salari.e.e.s et bénévoles du Planning sont aussi **concerné.es personnellement par les situations de précarisation, dû aussi aux financements associatifs**, et se sentent partie prenante du mouvement, non pas dans une posture de solidarité, mais en tant que personnes concernées.

- En tant que mouvement d'éducation populaire, nous considérons que la parole de terrain est importante et ce mouvement la met en exergue. De la même manière que nous pouvons nous aussi mettre en avant les paroles entendues dans les associations départementales. Cela doit nous amener à nous poser la question : **qui peut prendre la parole pour le Planning ?** Cela nous questionne aussi sur notre posture d'éducation populaire, qui nous distingue par ailleurs d'autres mouvements féministes. Car au quotidien dans les animations dans les accueils, nous entendons des personnes qui participent à ce mouvement social et qui ne sont pas écoutées dans leur accès aux droits, aux soins et qui revendiquent également plus d'égalité... : **comment faisons-nous remonter cette parole?**

Le Planning n'est pas hermétique à ces questions, il n'est pas au-dessus du mouvement, il n'est pas non plus à côté. **Il est bien là pour écouter et recueillir la parole de gilets jaunes, roses ou violets.**

Quelle est la position du Planning ?

¶ Il nous apparaît nécessaire de nous inscrire dans ce **grand débat** car au-delà des contacts avec les mouvements sociaux actuels, nous sommes présent.e.s - chaque jour - dans le débat, sur la base de notre pratique de terrain. Et ce alors que les associations dans leur ensemble sont de moins en moins écoutées, soutenues, certaines sont mêmes malmenées et empêchées de faire leur travail de progrès et d'utilité sociale . Nous devons rester vigilantes sur le traitement et la réelle prise en compte des éléments qui sortiront des débats pour que les propositions soient transformées en actes.

¶ Toutes nos actions de terrain (animations, groupes de parole, entretiens collectifs...) sont autant de moments pour aborder les revendications qu'il porte, mais aussi l'occasion d'entendre l'expression des personnes qui n'y participent pas et ont pour autant à dire sur leurs difficultés de vie au quotidien.

En définitive, il s'agit de poursuivre ce nous faisons depuis plus de 60 ans, tout en continuant de réinterroger nos pratiques régulièrement. Il s'agit de nous appuyer sur notre démarche d'éducation populaire et de continuer à rendre public, à capitaliser, à analyser ce qui ressort de ces échanges. Nous publierons ces éléments d'analyse sur le site national du grand débat et via nos supports de communication propres (site internet du Planning, réseaux sociaux...) et nous serons vigilant.e.s sur le devenir de ces contributions.

Ainsi, nous souhaitons contribuer ons à la dynamique du mouvement social actuel - visant à redonner du pouvoir et de la voix à celles et ceux qui ne l'ont pas, visant le progrès social et vers l'égalité de toutes et tous..